

L'ULTIMATUM ACCEPTE PAR L'ALLEMAGNE

La décision suprême de l'Allemagne

UN CABINET WIRTH

Le Reichstag se prononce pour l'acceptation de l'ultimatum des Alliés

Pour l'acceptation
Berlin, 10 mai. — L'évolution de l'opinion allemande se confirme en faveur de l'acceptation des conditions des Alliés. On redoute vivement l'occupation de la Ruhr, en présence surtout de la détermination très nette de la France. On craint également les représailles que cette éventualité pourrait avoir sur la question de Haute-Silésie. On estime qu'on échappera des nationalistes partisans du rejet et des communistes favorables à l'abstention, tous les autres partis se prononcèrent pour l'acceptation de l'ultimatum.

M. Wirth, ancien ministre des finances, chargé de former le cabinet.

Berlin, 10 mai. — L'ancien ministre des finances, M. Wirth, a été chargé par le président d'Empire, de former le nouveau cabinet. Il a accepté cette mission et négociera en ce moment avec les différents partis.

LA SEANCE DU REICHSTAG

Le nouveau ministère allemand

Berlin, 10 mai. — La séance du Reichstag qui devait commencer à 19 heures, ne s'ouvre qu'à 21 heures. Les tribunes sont pleines. Le président Loche ouvre la séance par quelques mots et le nouveau chancelier Wirth donne lecture de la déclaration ministérielle. Il indique tout d'abord la composition du cabinet qui est la suivante :

- Chancelier et ministre des Affaires étrangères : M. Wirth (centre) ;
- Vice-chancelier et ministre du Trésor : M. Bauer (socialiste majoritaire) ;
- Économie publique : M. Robert Schmidt (socialiste majoritaire) ;
- Travail : M. Braun (centre) ;
- Transport : Général Oesener (démocrate) ;
- Justice : M. Schiffer (démocrate) ;
- Instruction : M. Silber Schmidt (socialiste majoritaire) ;
- Intérieur : M. Grudner (socialiste majoritaire) ;
- Postes et Télégraphes : M. Gieseler (centre) ;
- Alimentation : M. Hornes (centre) ;
- Intérieur : M. Grudner (socialiste majoritaire) ;
- Postes et Télégraphes : M. Gieseler (démocrate) ;
- Justice : M. Schiffer (démocrate) ;
- Instruction : M. Silber Schmidt (socialiste majoritaire) ;

L'ALLEMAGNE ACCEPTE L'ULTIMATUM DES ALLIÉS LA DECLARATION MINISTERIELLE AU REICHSTAG

Berlin, 10 mai. — M. Wirth, après avoir donné connaissance de la composition du ministère, déclare qu'il accepte le portefeuille du ministre des Affaires étrangères qu'à titre provisoire.

Les circonstances, dit-il, dans lesquelles le Gouvernement a pu être formé, ont fait que le ministère n'a pas pu être constitué en entier. Le cabinet sera complété sans retard, en tenant compte de tous les points de vue essentiels à ce sujet.

La tâche qui s'impose à cette heure grave est d'aboutir à une décision du Reichstag au sujet de l'ultimatum des gouvernements alliés. Au cours de longues discussions qui ont précédé l'acceptation de l'ultimatum, sur le contenu et l'importance de cet ultimatum.

En la présence de l'expiration du délai, je dois vous prier d'exprimer votre opinion par une décision immédiate. Il ne reste maintenant plus d'autre possibilité que l'acceptation ou le rejet. Le vote sera un vote décisif.

L'acceptation signifie que nous nous déclarons prêts à apporter par une telle travail les lourdes charges financières qu'on exige de nous, chaque année, mais le refus signifierait l'exécution par la contrainte sur la totalité de notre vie économique. Il signifierait un travail d'esclaves sous la surveillance de nos vainqueurs ennemis. La situation de la distribution de la base de notre activité industrielle, le déclenchement de notre cours économique et l'appauvrissement de notre activité en seraient les conséquences.

Mais les efforts pourraient en devenir encore plus terribles pour notre existence politique et pour notre Reich. Il s'agit de tout l'avenir de notre chère Patrie terriblement opprimée, du salut du Reich et de son unité. Il s'agit de préserver le territoire allemand de danger d'invasion armée et de sauvegarder les libertés allemandes.

Le peuple allemand est prêt pour cela aux plus grandes sacrifices matériels. C'est pour ces motifs que le gouvernement accepte l'ultimatum.

Nous savons que cette acceptation signifiera de lourdes conséquences pour la structure de notre vie économique. Nous savons surtout que les effets de cette production en matière de place que l'Allemagne occupera dans l'économie mondiale seront extrêmement graves. La responsabilité des conséquences économiques mondiales de l'acceptation de l'ultimatum, nous les assumons.

LES MESURES MILITAIRES ET NAVALES

Nantes, 10 mai. — Le général Vidalon, commandant la 11e division, est parti ce matin avec son état-major.

Le colonel du 21e de ligne a quitté la garnison à 11 heures, à destination des pays rhénans.

DEPART DU CONTRE-TORPILLEUR « SAKALAVE »

Toulon, 10 mai. — Le contre-torpilleur « Sakalave » a appareillé, allant rejoindre le « Dumont d'Urville », le « Marceau » et le « Armand Belin » à la mer Méditerranée.

UNE INSPECTION DU GENERAL DEGOUTTE

Düsseldorf, 10 mai. — Le général Degoutte, commandant en chef les armées al-

Les Événements de Haute-Silésie

Une SOMMATION DE KORFANTY A BERLIN Menace de représailles

Varsovie, 10 mai. — Le chef polonais Korfanty a adressé au chancelier allemand un radiotélégramme signalant que cinq Polonais avaient été enlevés comme otages par des membres de l'Orghesch et des gardes de la république en civil et l'informant que, si ces Polonais n'étaient pas remis en liberté dans les 48 heures, il prendrait pour les hommes les plus en vue de la région occupée par ses troupes, un nombre d'otages deux fois plus élevé.

A la Commission des Réparations

Paris, 10 mai. — La Commission des Réparations, en établissant et publiant, le 6 mai, l'état de paiements de sa dette réparatoire, à l'Allemagne, n'a nullement achevé la tâche qu'il lui incombe aux termes du Traité de Versailles, et elle a repris ses séances.

WOLNY REMPLACE KORFANTY

Paris, 10 mai. — Selon une dépêche de Cologne, les journaux annoncent que le gouvernement de Varsovie a nommé Wolny en remplacement de Korfanty, un commissariat général du plébiscite en Haute-Silésie.

UN APPEL DE LA COMMISSION INTERALLIEE

Varsovie, 10 mai. — La commission interalliée a adressé l'appel suivant à la population de la Haute-Silésie :

Les Alliés sont complètement d'accord pour condamner les troubles qui se sont produits en Haute-Silésie. Les décisions qui doivent être prises par les puissances alliées ne seront influencées en rien par les événements de Haute-Silésie, et les puissances alliées se mettront, en temps voulu, à la solution de la question de Haute-Silésie et s'inspireront uniquement de résultats du vote et des dispositions du traité de paix.

LE TRAVAIL REPEND DANS LES MINES

A la suite de la proclamation des chefs syndicalistes de Haute-Silésie, les ouvriers ont en partie repris le travail dans les mines. La proportion de travailleurs va de 30 à 70 p. c.

LES MENÉES ALLEMANDES

Des affiches ont été apposées sur les murs de Munich, disant notamment : « La Pologne attaque la Haute-Silésie allemande pour y installer la tyrannie polonaise au mépris du droit des peuples. Seul, un acte peut délivrer cette terre allemande des maux polonaises : Bavière, nous attendons de vous cet acte. »

NOTRE ACTION AU MAROC

Dans la région d'Ouezzan, nous avons eu 6 tués et 16 blessés et les insoumis 80 tués et 150 blessés.

Rabat, 9 mai. — Dans la région de Taza, des offres de soumission ont été faites par les troupes les plus directement exposées au feu de nos canons.

Dans la région d'Ouezzan, les opérations du général Foyatier se poursuivent méthodiquement et avec succès. Les 8 mai, les insoumis ont reçu une nouvelle et dure leçon. Ils ont perdu 80 tués et 150 blessés. Nous avons, de notre côté, 6 tués, dont un officier, et 16 blessés, dont 6 partisans.

Au Tafilalet, les efforts de l'agitateur Belaguen n'ont, pour reconquérir son influence perdue, se trouvent paralysés par notre aviation et nos gros offensives.

Dans l'extrême Sous, la mobilisation des forces makhzen par le Pacha de Tiziout (El Goumdel), jointes à la démonstration faite par le sloop « Régulus », sur la côte insoumise et à l'action de nos avions, a rétabli la situation, un moment troublée par la rentrée en scène de l'agitateur Merrebou.

Une visite de conseillers municipaux parisiens à Stockholm

Stockholm, 10 mai. — Les conseillers municipaux parisiens ont été reçus à Stockholm par le ministre de France, M. Deland, les membres de la députation, les représentants de la ville de Stockholm.

Une visite de conseillers municipaux parisiens à Stockholm

Stockholm, 10 mai. — Les conseillers municipaux parisiens ont été reçus à Stockholm par le ministre de France, M. Deland, les membres de la députation, les représentants de la ville de Stockholm.

LES POLONAIS ARRETENT DES OFFICIERS ALLEMANDS DE L'ORGHESCH

Czenstochowa, 10 mai. — Selon son haut-silésien qui a réussi à franchir la frontière, les Polonais auraient arrêté, en Haute-Silésie, un détachement de l'Orghesch à la tête duquel se trouvaient des officiers de la Reichswehr.

A LA CHAMBRE BELGE

Bruxelles, 10 mai. — Le ministre des Affaires étrangères a fait, à la Chambre, une longue déclaration sur la conférence de Londres. Il a déclaré notamment que le traité de Versailles obligeait l'Allemagne à désarmer, en vue de rendre possible le désarmement de l'Allemagne. Ce sera par conséquent de mort, car nul plus que la Belgique, doit tenir à ce désarmement. Journalièrement, les commissions militaires des Alliés découvrent de nombreuses cachettes d'armes, et l'Allemagne en fabrique de nouvelles. Il faut empêcher que cette situation se prolonge.

Les dettes alliées aux Etats-Unis

CONSEIL GÉNÉRAL DU NORD

SEANCE DU MATIN

Commencée à 10 h. 40, la réunion est présidée par M. Vanvauxbergher, M. Régier, secrétaire général de la Préfecture, remplace M. le Préfet.

LE RAVITAILLEMENT COMMUNAL

M. Dufour rapporte un vœu, avec avis favorable, relatif au rattachement de certaines communes aux bénéfices résultant du ravitaillement. M. Fournier appuie ce vœu. M. Delannoy fait remarquer qu'il y a des communes qui, au contraire, ont eu du déficit. Le Président estime qu'il serait bon, cependant, de réserver les bénéfices réalisés par le Comité Central du ravitaillement. Sous cette réserve, le vœu est adopté.

SEANCE DU SOIR

La séance est ouverte à 15 h., sous la présidence de M. Vanvauxbergher. M. le Préfet est également présent.

UN PROJET D'EMPRUNT DEPARTEMENTAL DE 500 MILLIONS EN FAVEUR DES PETITS SINISTRÉS.

M. Denolou, rapporteur de la Commission du budget, dans une étude très documentée, expose la nécessité de construire au plus tôt les maisons détruites, dont la valeur en 1914, variait entre 10 millions et 15 millions de francs. Il serait donc contracter un emprunt de 500 millions qui serait garanti par l'Etat.

LE COUT DE LA VIE

Le prix de la viande à Paris

Paris, 10 mai. La réunion relative aux prix de la viande annoncée entre M. Fiancette, rapporteur de la deuxième commission du Conseil municipal, M. Clerquin, directeur de l'Approvisionnement général de la Préfecture de la Seine, et le sous-secrétaire d'Etat du Ravitaillement, a eu lieu ce matin, en présence de M. Marcel, chef du service vétérinaire.

UNE EXECUTION CAPITALE A VERSAILLES

UN ASSASSIN DE 21 ANS A EXPIE SON CRIME

Versailles, 10 mai. — Ce matin, à l'aube, Gaston Castin, âgé de 21 ans, qui, après avoir assassiné un valet d'Anvers-sur-Oise, le dépositaire de son argent, a expié ce crime.

VENTES DE LAINES A LONDRES

(D'un correspondant particulier)
Londres, 9 mai 1921.
Les enchères continuent très animées. La concurrence est générale et les prix très fermes pour tous les genres.

DERNIERE HEURE

LA SITUATION EN HAUTE-SILÉSIE NOUVEAUX INCIDENTS ALLEMANDS

Oppeln, 10 mai. — Les incidents se développent en Haute-Silésie du côté allemand. Des détachements de la Reichswehr forment des corps francs entre Hirschau et la frontière. Dans le cercle de Kreuzburg, une dizaine de mille hommes sont allés réunis sous la direction du commandant d'Armin. On craint qu'ils ne descendent sur Dusseldorf, qui est occupée par les Polonais. Du côté polonais, la détenté s'accroît.

UNE DEMARCHE DE L'ALLEMAGNE A LONDRES

Londres, 10 mai. — Cet après-midi, M. Ribbentrop, ambassadeur d'Allemagne à Londres, s'est rendu auprès de M. Lloyd George, pendant que le Cabinet était en séance, et lui a fait une communication qui, assure-t-on, a trait à la Haute-Silésie.

UNE AMELIORATION

Varsovie, 10 mai. — Dans la capitale de la Pologne, on a l'impression d'une amélioration

LES ETATS-UNIS A LA COMMISSION DES REPARATIONS

Le délégué officieux de l'Amérique a repris sa place

Paris, 10 mai. — M. Roland Boydon a repris son poste de délégué officieux des Etats-Unis à la Commission des réparations, cet après-midi.

LE PRIX D'ACHAT DES CEREALES PANIFIABLES

Paris, 10 mai. — L'« Officiel » publie un décret modifiant le décret du 12 août 1920,

REVENDES DIVERSES A M. LEBAS

M. Crespel n'approuve pas l'intervention allemande dans nos régions dévastées; il ajoute que nous devons occuper nos ouvriers, avec le concours, au besoin, de nos seuls Belges. En agissant autrement, nous ferions un acte anti-patriotique.

REVENDES DIVERSES A M. LEBAS

M. Crespel n'approuve pas l'intervention allemande dans nos régions dévastées; il ajoute que nous devons occuper nos ouvriers, avec le concours, au besoin, de nos seuls Belges. En agissant autrement, nous ferions un acte anti-patriotique.

REVENDES DIVERSES A M. LEBAS

M. Crespel n'approuve pas l'intervention allemande dans nos régions dévastées; il ajoute que nous devons occuper nos ouvriers, avec le concours, au besoin, de nos seuls Belges. En agissant autrement, nous ferions un acte anti-patriotique.

REVENDES DIVERSES A M. LEBAS

M. Crespel n'approuve pas l'intervention allemande dans nos régions dévastées; il ajoute que nous devons occuper nos ouvriers, avec le concours, au besoin, de nos seuls Belges. En agissant autrement, nous ferions un acte anti-patriotique.

REVENDES DIVERSES A M. LEBAS

M. Crespel n'approuve pas l'intervention allemande dans nos régions dévastées; il ajoute que nous devons occuper nos ouvriers, avec le concours, au besoin, de nos seuls Belges. En agissant autrement, nous ferions un acte anti-patriotique.

REVENDES DIVERSES A M. LEBAS

M. Crespel n'approuve pas l'intervention allemande dans nos régions dévastées; il ajoute que nous devons occuper nos ouvriers, avec le concours, au besoin, de nos seuls Belges. En agissant autrement, nous ferions un acte anti-patriotique.

REVENDES DIVERSES A M. LEBAS

M. Crespel n'approuve pas l'intervention allemande dans nos régions dévastées; il ajoute que nous devons occuper nos ouvriers, avec le concours, au besoin, de nos seuls Belges. En agissant autrement, nous ferions un acte anti-patriotique.

REVENDES DIVERSES A M. LEBAS

M. Crespel n'approuve pas l'intervention allemande dans nos régions dévastées; il ajoute que nous devons occuper nos ouvriers, avec le concours, au besoin, de nos seuls Belges. En agissant autrement, nous ferions un acte anti-patriotique.

REVENDES DIVERSES A M. LEBAS

M. Crespel n'approuve pas l'intervention allemande dans nos régions dévastées; il ajoute que nous devons occuper nos ouvriers, avec le concours, au besoin, de nos seuls Belges. En agissant autrement, nous ferions un acte anti-patriotique.

REVENDES DIVERSES A M. LEBAS

M. Crespel n'approuve pas l'intervention allemande dans nos régions dévastées; il ajoute que nous devons occuper nos ouvriers, avec le concours, au besoin, de nos seuls Belges. En agissant autrement, nous ferions un acte anti-patriotique.

REVENDES DIVERSES A M. LEBAS

M. Crespel n'approuve pas l'intervention allemande dans nos régions dévastées; il ajoute que nous devons occuper nos ouvriers, avec le concours, au besoin, de nos seuls Belges. En agissant autrement, nous ferions un acte anti-patriotique.

REVENDES DIVERSES A M. LEBAS

M. Crespel n'approuve pas l'intervention allemande dans nos régions dévastées; il ajoute que nous devons occuper nos ouvriers, avec le concours, au besoin, de nos seuls Belges. En agissant autrement, nous ferions un acte anti-patriotique.

REVENDES DIVERSES A M. LEBAS

M. Crespel n'approuve pas l'intervention allemande dans nos régions dévastées; il ajoute que nous devons occuper nos ouvriers, avec le concours, au besoin, de nos seuls Belges. En agissant autrement, nous ferions un acte anti-patriotique.

REVENDES DIVERSES A M. LEBAS

M. Crespel n'approuve pas l'intervention allemande dans nos régions dévastées; il ajoute que nous devons occuper nos ouvriers, avec le concours, au besoin, de nos seuls Belges. En agissant autrement, nous ferions un acte anti-patriotique.

REVENDES DIVERSES A M. LEBAS

M. Crespel n'approuve pas l'intervention allemande dans nos régions dévastées; il ajoute que nous devons occuper nos ouvriers, avec le concours, au besoin, de nos seuls Belges. En agissant autrement, nous ferions un acte anti-patriotique.

REVENDES DIVERSES A M. LEBAS

M. Crespel n'approuve pas l'intervention allemande dans nos régions dévastées; il ajoute que nous devons occuper nos ouvriers, avec le concours, au besoin, de nos seuls Belges. En agissant autrement, nous ferions un acte anti-patriotique.